

Commission: Ministre de l'Éducation et de la Culture

Problématique: Comment relancer la construction et citoyenneté européenne par le biais de l'éducation primaire, secondaire et universitaire?

Auteur: Allemagne

L'Allemagne, l'un des pays fondateurs de la construction européenne, détient un rôle majeur dans la politique européenne. Son système politique se caractérise par son fédéralisme; le gouvernement est de centre-droite et dirigé par la puissante chancelière Angela Merkel, avec un important leadership au sein de l'Union. L'Allemagne est donc un pilier fondamental pour la coopération entre les pays, et pour assurer l'exécution des objectifs marqués par l'UE. Il est ici question de la commission du conseil des ministres de l'Éducation et de la Culture, dans laquelle on va s'interroger sur les moyens de relancer la construction et la citoyenneté européennes par le biais de l'éducation primaire, secondaire et universitaire.

De nos jours, l'identité européenne est en crise. Accusée de "technocratie", l'Union doit faire face à une montée exponentielle de l'euroscepticisme, dont les effets sont déjà bien visibles: le Brexit est maintenant une réalité. En outre, l'euroindifférence, c'est-à-dire le manque d'identité européenne et la distanciation citoyens-institutions se généralise, notamment chez les jeunes; le niveau de confiance de la population des États dans l'Union européenne est inférieur à 48% en 2018. Cette tendance est probablement due à la banalisation de ce projet, qui ne semble plus glorieux pour ceux qui n'ont jamais connu la barbarie de la guerre. Si l'Union européenne est un modèle démocratique unique, elle doit pouvoir compter sur la participation et l'investissement de ses citoyens. C'est pourquoi la relance du sentiment européen est un défi incontournable. L'éducation est sans doute l'outil le plus puissant pour transmettre cette identité européenne. Il est impératif de chercher des politiques pour l'éducation qui visent à renforcer la conscience européenne de la jeunesse, dans laquelle reposent les espoirs de l'Union Européenne. Comme le déclare l'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU de 1948, "l'éducation [...] doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations". L'Allemagne, même si ses citoyens sont plutôt proeuropéens, n'est pas étrangère à ce problème. Avec une montée généralisée des partis extrémistes, la démocratie est fragilisée. L'éducation semble le biais le plus efficace pour relancer l'identité européenne, fondée sur des valeurs universelles telles que la démocratie, les droits et dignité de l'homme, l'égalité et la liberté.

Le système scolaire allemand est d'une qualité reconnue à l'échelle internationale. Il est délégué aux différentes régions, et le gouvernement central décide de son financement (presque 5% du PIB). Le système scolaire peut connaître d'importantes différences d'une région à l'autre, mais il comporte globalement des caractéristiques homogénéisées, notamment l'orientation précoce. Le gouvernement a désormais peu de compétences pour établir de nouvelles propositions, mais il participe au conseil européen avec les autres pays, pour élaborer d'ambitieux projets. En 2017, cette commission s'est réunie pour créer un Espace Européen pour l'Éducation en 2025, avec des projets tels que: créer une carte d'étudiant de l'UE, améliorer l'apprentissage des langues ou encore investir 5% du PIB en éducation. Toutes ces propositions sont inscrites sur le document officiel du 17 novembre 2017 à Göteborg.

L'Allemagne adhère bien évidemment à ces projets, et réfléchit en permanence à d'autres possibles solutions afin d'aviver l'identité européenne des citoyens. Le gouvernement propose la création d'une nouvelle matière obligatoire: **Histoire Européenne**. Plus que toute autre discipline, l'Histoire façonne une identité. Une histoire commune, qui présente l'Europe comme une Union, offrira une base solide de conscience d'appartenance sur laquelle tout élève pourra se reposer et se construire. On propose également d'intégrer davantage de **géographie européenne** dans les programmes scolaires, ce qui accentuerait la curiosité et la soif de découverte des pays de l'Union.

D'autre part, l'Allemagne juge indispensable que les élèves connaissent les différentes institutions de l'Union Européenne; bien expliquer le fonctionnement de ces institutions, mais surtout organiser et faciliter des **visites aux différentes institutions** semble incontournable pour que le futur citoyen en ait une image concrète, qu'il les repère comme proches, connues, et non pas comme étrangères. Il est fondamental de **renforcer les programmes d'échanges**, certes déjà performants, dans l'éducation non seulement supérieure mais aussi secondaire, il serait même envisageable de mettre en place des échanges obligatoires (avec toutes les aides financières nécessaires). Sur cette même voie, l'Allemagne souhaite octroyer un poids bien plus important aux **langues européennes**, non seulement comme un moyen de communication, mais également (et surtout) comme une forme de **connaissance et de transmission de la littérature et de la culture** du pays; il est fondamental que les élèves se rattachent à l'Europe, sur le plan physique, mais surtout sur le plan moral. Cela aboutira en une imprégnation absolue d'une identité européenne depuis la jeunesse. Enfin, le gouvernement allemand propose d'encourager des **rencontres entre les élèves et des ex-combattants** des grandes guerres du XXème siècle, pour établir la mémoire des atrocités de la guerre entre la jeunesse, afin de rappeler l'importance et la valeur de la paix, maintenue grâce à l'Union Européenne. Les jeunes pourraient alors identifier le besoin de l'Union, et la connaissance de ce qu'est la guerre, donc le privilège de la paix.

En conclusion, il est indispensable d'utiliser l'éducation pour renforcer l'identité européenne. Quoique les allemands soient plutôt europhiles, la tendance anti-européenne n'est pas étrangère à ce pays. C'est pourquoi le gouvernement propose globalement, en ajout aux projets déjà annoncés dans les documents officiels, la création d'un enseignement d'une histoire européenne, la connaissance tangible des institutions ou encore des rencontres avec les victimes des guerres atroces, pour que les jeunes reconnaissent la valeur incalculable de la paix; le besoin de l'Union européenne. Le premier chancelier fédéral de la RFA, Konrad Adenauer, dit: "L'unité de l'Europe était le rêve de quelques-uns. Elle est devenue l'espoir d'une multitude. Elle est aujourd'hui une nécessité pour nous tous." Cette nécessité ne peut se maintenir qu'avec une identité commune, qui ne peut se transmettre que par le biais de l'éducation. C'est le seul moyen d'assurer la postérité de notre Union Européenne, et donc de maintenir l'espoir en un avenir meilleur.